



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

Arrêté n°513-DDPP-25 mettant en demeure la société PARET VILLEDIEU implantée 15 rue Lissagaray à Saint-Étienne de respecter les prescriptions générales applicables à ses installations

La Préfète de la Loire

Vu le titre 1^{er} du livre 1 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L 171-8 ;

Vu le décret du 30 juillet 2025 nommant madame Muriel NGUYEN, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2025 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mai 1997 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juin 2014 qui réglementent les activités de la société PARET VILLEDIEU sise 15 Rue Lissagaray à Saint-Étienne ;

Vu les constats de mortalité piscicole portée à la connaissance de l'inspection par l'OFB.

Vu le déversement accidentel d'un produit nocif pour le milieu aquatique dans le bâtiment de teinture de la société PARET VILLEDIEU ;

Vu le défaut d'étanchéité des sols du bâtiment teinture ;

Vu l'ancienneté du site et l'absence de plan des réseaux à jour ;

Vu l'inefficacité de la rétention des GRV notamment au niveau du robinet, et des seaux destinées à la récupération des égouttures ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date 10 octobre 2025 2024 féalisé à la suite de l'inspection des installations en date du 9 octobre 2025 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 22 octobre 2025 transmettant le rapport susvisé à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, et l'informant du projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que les conditions actuelles d'exploitation ne permettent pas de prévenir le renouvellement d'un déversement accidentel;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2014 ne sont pas respectées ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRÊTE

Article 1

La société PARET VILLEDIEU implantée 15 rue lissagaray à Saint-Etienne, est mise en demeure de :

- fournir un plan des réseaux à jour sous trois mois, conformément à l'article 4.2.2 de l'arrêté complémentaire du 27/06/2014 ;
- réaliser un contrôle de l'état et de l'étanchéité de son réseau d'eaux industrielles, sous trois mois, conformément à l'article 4.2.3 de l'arrêté complémentaire du 27/06/2014 ;
- réaliser une rétention supplémentaire englobant les robinets des GRV et les seaux destinés à récupérer les égouttures, sous trois mois, conformément à l'article 7.4.1 de l'arrêté complémentaire du 27/06/2014 ;
- réaliser une étanchéification du sol de l'atelier teinture, sous six mois, conformément à l'article 7.4.1 de l'arrêté complémentaire du 27/06/2014 ;

Article 2

Faute pour la société Paret Villedieu de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 II du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal administratif de Lyon.

Article 4

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Saint-Étienne, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie de Saint-Étienne, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et protection des risques.

Saint-Étienne le

28 NOV. 2025

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire général

Dominique SCHUFFENECKER

Copie :

- DREAL Uid42-43
- Archives